

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité du week-end : loi travail

Les questions du week-end sur la loi travail montrent une **grande stabilité**.

1. **Les jugements d'ensemble sont exactement au même niveau que la semaine dernière** : 28% pensent que cette loi va « *plutôt dans le bon sens* » contre 68% « *plutôt dans le mauvais sens* » ; avec une structure identique.

Les manifestations n'ont donc pas beaucoup marqué : 63% se savent d'ailleurs pas dire si elles ont été un succès ou un échec (67% des jeunes, 57% de la gauche) ; et parmi ceux qui se prononcent 22% y voient un succès contre 15% un échec.

2. **Concernant la suite, toujours aussi peu de Français souhaitent « abandonner complètement cette réforme »** : 26% (-1), score qui diminue même chez les jeunes (26%, -4) et à gauche (27%, -5).

A l'inverse, 49% souhaiteraient « *revenir sur certains points de la réforme* » (57% à gauche, 55% chez les jeunes) ; 18% « *aller encore plus loin pour assouplir le marché du travail* » (29% à droite) et 6% « *la maintenir en l'état* » ; soit des scores équivalents à ceux de la semaine dernière.

3. **Le seul mouvement notable en une semaine est la diminution de 49% à 40% de ceux qui pensent que ce projet n'aboutira à « aucune réforme »**. A l'inverse ceux qui pensent que cela aboutira à « *une réforme en profondeur* » passent de 13% à 16% ; et ceux qui anticipent « *une réforme mais seulement à la marge* » de 37% à 43%.

Les gens commencent à s'y faire, et **le maintien de la volonté réformatrice** (qu'ont pu remettre en scène les concertations de cette semaine) **pourrait commencer à être entendue**.

On trouve d'ailleurs, dans les questions ouvertes, **beaucoup de volonté « de principe » de poursuivre les réformes**, même si ce qu'ils ont entendu de celle-ci - le plus souvent lointainement - ne semble pas leur convenir. A noter qu'il y a **encore énormément de sentiment de confusion, plus que de rejet très net**.

4. Concernant les « publics impactés » :

- **les jeunes ne paraissent pas l'enjeu principal** : 27% des Français pensent que la loi ne les touchera pas, le reste est équilibré entre impact positif (38%) et négatif (35%). Les jeunes eux-mêmes se sentent un peu plus concernés (20% « *aucun impact* ») mais l'équilibre est le même : 39% anticipent un impact positif, 41% un impact négatif.
- **les chômeurs paraissent pouvoir plutôt en bénéficier, mais de loin** : 36% anticipent un impact positif pour eux contre 24% un impact négatif, soit un différentiel assez important ; mais 40% pensent que cela ne changera rien pour eux.

- **les vrais bénéficiaires perçus sont les chefs d'entreprise** : 67% anticipent un impact positif, contre 12% un impact négatif et 20% aucun impact. Ce sont chez les jeunes (77/8) et à gauche (76/8 des électeurs FH 2012) que le différentiel est le plus important.
- **et les vrais perdants présumés sont « les personnes aujourd'hui en CDI »**, pour lesquels les Français anticipent à 46% un impact négatif contre 19% un impact positif (et 34% aucun impact). Avec un écart **encore plus important chez les salariés du privé**, qui anticipent à 51% un impact négatif contre 13% positif.

C'est sur ce sentiment de « déséquilibre », nourri par les représentations qui se sont propagées (licenciements facilités, heures sup moins payés, ...) que s'appuie le rejet dans beaucoup de verbatims.

Aucun ne cite encore l'aspect protection.

5. Enfin parmi les arguments qui pourraient être mis en avant, outre souligner le rééquilibrage, et mettre en avant la volonté de mouvement et la flexibilité nécessaire (arguments précédemment testés) :

- **s'inspirer de ce qui a fonctionné ailleurs emporte le plus d'adhésion** : 45% se disent d'accord avec l'affirmation « *cette réforme a été mise en place à l'étranger et a porté ses fruits* », dont 57% au PS.
- ainsi que le **récit de la dualité du marché du travail** : 45% reconnaissent ainsi que cette réforme peut « *permettre une progression des embauches en CDI par rapport au CDD* », dont 47% des jeunes et 52% des sympathisants PS.
- le potentiel de **créations d'emplois** soulève toujours plus de doutes : 40% se disent d'accord avec l'idée que « *cette réforme va permettre de nouvelles embauches* » (48% au PS), contre 60% qui ne sont pas d'accord ; mais cela **devient cependant un score appréciable, et en hausse.**

Adrien ABECASSIS